

Dreizehnte Sitzung – Treizième séance

Freitag, 22. März 2002

Vendredi, 22 mars 2002

08.00 h

01.409

Parlamentarische Initiative

Brunner Christiane.

Obere Lohnstufen des Bundes

Initiative parlementaire

Brunner Christiane.

Salaires supérieurs de la Confédération

Erste Phase – Première étape

Einreichungsdatum 21.03.01

Date de dépôt 21.03.01

Bericht SPK-SR 11.02.02

Rapport CIP-CE 11.02.02

Ständerat/Conseil des Etats 22.03.02 (Erste Phase – Première étape)

Le président (Cottier Anton, président): J'aimerais féliciter Mme Brunner pour l'anniversaire qu'elle fêtera demain. (*Applaudissements*)

Brunner Christiane (S, GE): Je vous remercie de vos félicitations anticipées. Exceptionnellement, nous avons un objet ce matin à l'ordre du jour, avant les votations finales. Je me suis demandée si c'était pour être sûr que nous soyons encore là pour les festivités du centenaire de notre bâtiment, ou si c'était pour s'assurer que je sois là au moment de l'appel nominal. Mais je laisse au Bureau le soin de trancher cette question.

L'initiative parlementaire que j'ai déposée il y a déjà une année a évidemment pris une autre signification durant l'année écoulée, non pas qu'il y ait eu un véritable changement de mentalité, mais en tout cas, la vérité s'est fait jour d'une autre manière, non seulement en ce qui concerne les salaires et les rémunérations des cadres de l'administration et des entreprises fédérales, mais aussi, bien sûr, avec les dernières affaires apparues dans tout le secteur privé. Il apparaît très nettement qu'il nous faut trouver une proportion dans les rémunérations, que les gens ont un sentiment d'inéquité, d'inéquité non pas parce qu'ils imaginent que ce qui est donné aux cadres supérieurs, aux directeurs, aux membres de conseils d'administration va revenir directement dans leurs poches, mais un sentiment d'inéquité profonde lorsqu'ils voient les montants disproportionnés que peuvent atteindre un certain nombre de rémunérations.

La transparence que je demande dans mon initiative est un des éléments fondamentaux pour pouvoir garantir qu'il n'y ait pas d'excès. Peu importe à quoi ils sont dus, si c'est un conseil d'administration qui s'autogratifie ou si c'est finalement un excès généralisé dans l'une ou l'autre branche. La transparence a un effet préventif, elle n'a pas un effet contraignant, elle ne dit pas à combien les rémunérations doivent se monter. Mais elle garantit tout de même que l'on ait une approche qui soit, dans le fond, préventive et que l'on puisse dire aussi sans problème, et avec fierté, si on gagne bien sa vie, combien on gagne, à condition bien sûr que ce ne soit pas excessif. Car, à ce moment-là, le principe de la transparence fait que les personnes qui ont des rémunérations excessives n'entendent bien évidemment pas le dire. J'aimerais rappeler encore une chose. Depuis le début, il y a une erreur de traduction dans le texte de mon initiative –

l'original est en langue française. J'ai formulé de la manière suivante la dernière phrase de l'article 15 alinéa 2 LPers: «La transparence des rémunérations est garantie», alors que, encore maintenant, il apparaît qu'en allemand c'est «Lohntransparenz», ce qui n'est pas exact. Je parle des rémunérations, c'est-à-dire aussi des bonus, des indemnités sous des formes diverses, y compris des questions de deuxième pilier, qui nous ont préoccupés ces derniers temps. Donc, ce n'est pas la «Lohntransparenz», mais bien la «transparence des rémunérations» dans leur ensemble que je demande – je ne trouve pas à l'instant le terme allemand correspondant.

Il résulte des travaux déjà accomplis par le Conseil national et par l'administration que le Conseil fédéral a besoin d'une base légale pour pouvoir intervenir dans le domaine des rémunérations des cadres et des membres de conseils d'administration.

La Commission des institutions politiques du Conseil national a travaillé et travaille encore dans ce sens. C'est la raison pour laquelle notre commission a donné suite à mon initiative parlementaire sur le fond. Sur la forme, finalement, les travaux sont déjà tellement bien avancés au sein de la commission du Conseil national et vis-à-vis du Conseil fédéral que l'on peut s'attendre à un résultat pour bientôt. Je me réjouis d'avoir ce résultat, je me réjouis d'avoir en Suisse une situation clarifiée au niveau des rémunérations et de la transparence, tant dans l'administration que dans les régies fédérales et dans le secteur privé dans son ensemble.

Wicki Franz (C, LU), für die Kommission: Was Frau Brunner gesagt hat, ist richtig. Sie hat diese Parlamentarische Initiative eingereicht; ich möchte der Klarheit halber auch festhalten, dass der Text falsch vom Französischen ins Deutsche übersetzt worden ist: Frau Brunner befasst sich in ihrer Initiative mit allen Einkünften bezüglich der bundesnahen Betriebe.

Ihre Kommission hat sich an zwei Sitzungen mit dieser Initiative auseinander gesetzt. Wir haben uns darüber orientieren lassen, was der Bundesrat unternommen hat, nachdem die enorme Entwicklung der Löhne bei den obersten Führungskräften verschiedener Unternehmungen, welche ganz oder mehrheitlich in Bundesbesitz sind, bekannt geworden ist. Die Kommission hat auch davon Kenntnis genommen, dass in der nationalrätlichen SPK eine Subkommission an der Arbeit ist, um einen entsprechenden Vorentwurf auszuarbeiten. Ich kann in dieser Hinsicht auf den schriftlichen Bericht hinweisen.

Ihre Kommission ist mit der Initiantin der Auffassung, dass den Kadersalären in den bundeseigenen und bundesnahen Betrieben Schranken zu setzen sind. Angesichts des weit verbreiteten Unbehagens über die hohen Kaderlöhne ist der Gesetzgeber unweigerlich gefordert. Die bundesnahen Unternehmungen sollen sich zwar auf dem Markt behaupten können und brauchen zu diesem Zweck genügend Handlungsspielraum – auch im Bereich der Löhne und Entschädigungen für ihre Führungskräfte. Es ist aber das richtige Augenmass zu bewahren. Verschiedene Entwicklungen in jüngster Zeit lassen sich weder in politischer noch in ökonomischer Hinsicht rechtfertigen. Daher bejaht Ihre Kommission den gesetzgeberischen Handlungsbedarf grundsätzlich, ohne sich bereits auf Einzelheiten festzulegen, denn es geht im Rahmen der Vorprüfung einer Parlamentarischen Initiative noch nicht um Details der späteren Ausgestaltung des Gesetzes, sondern vielmehr um den Grundsatzentscheid, ob der Handlungsbedarf bejaht wird oder nicht.

Indem Ihre Kommission beantragt, der Initiative sei Folge zu geben, wird signalisiert, dass auch die Topkader von Bundesbetrieben dem Staat und damit auch dem Steuerzahler Rechenschaft schuldig sind. Deshalb ist hier die Transparenz hinsichtlich der Einkünfte noch vermehrt am Platz als bei Managern in der Privatwirtschaft.

Namens der Kommission beantrage ich Ihnen daher, der Initiative Folge zu geben.

Dabei ist zu vermerken, dass die weiter fortgeschrittenen Arbeiten des Nationalrates vorerst abgewartet werden. Der Klarheit halber möchte ich darauf hinweisen, dass sich die Parlamentarische Initiative Brunner Christiane auf die Einkünfte in den bundesnahen Betrieben beschränkt. Unser Rat – vorerst unsere Kommission – wird sich jedoch in absehbarer Zeit auch mit einer Motion zu befassen haben, die letzte Woche im Nationalrat überwiesen worden ist. Mit diesem Vorstoss wird der Bundesrat beauftragt, eine Gesetzesänderung vorzubereiten, welche volle Transparenz der Entschädigungen nicht nur bei den Bundesbetrieben, sondern auch bei den börsenkotierten Unternehmungen verlangt. Wir werden diesen Vorstoss in unserer Kommission eingehend prüfen und Ihnen dann die entsprechenden Anträge unterbreiten.

Le président (Cottier Anton, président): La commission propose, par 8 voix sans opposition et avec 2 abstentions, de donner suite à l'initiative.

Angenommen – Adopté

00.042

Stiftung solidarische Schweiz. Verwendung von Goldreserven Fondation Suisse solidaire. Utilisation des réserves d'or

Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 17.05.00 (BBl 2000 3979)
Message du Conseil fédéral 17.05.00 (FF 2000 3664)
Ständerat/Conseil des Etats 20.06.01 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 24.09.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Nationalrat/Conseil national 25.09.01 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 27.11.01 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 05.03.02 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 22.03.02 (Schlussabstimmung – Vote final)
Nationalrat/Conseil national 22.03.02 (Schlussabstimmung – Vote final)

2. Bundesgesetz über die Stiftung Solidarität Schweiz 2. Loi fédérale sur la Fondation Suisse solidaire

Abstimmung – Vote

Für Annahme des Entwurfes 33 Stimmen
Dagegen 5 Stimmen

01.020

Gold-Initiative. Volksinitiative Initiative sur l'or. Initiative populaire

Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 28.02.01 (BBl 2001 1403)
Message du Conseil fédéral 28.02.01 (FF 2001 1311)
Ständerat/Conseil des Etats 20.06.01 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 24.09.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Nationalrat/Conseil national 25.09.01 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 27.11.01 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 05.03.02 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 11.03.02 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 22.03.02 (Schlussabstimmung – Vote final)
Nationalrat/Conseil national 22.03.02 (Schlussabstimmung – Vote final)

Bundesbeschluss über die Volksinitiative «Überschüssige Goldreserven in den AHV-Fonds (Gold-Initiative)» und über den Gegenentwurf «Gold für AHV, Kantone und Stiftung»

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «pour le versement au fonds AVS des réserves d'or excédentaires de la Banque nationale suisse (Initiative sur l'or)» et le contre-projet «L'or à l'AVS, aux cantons et à la fondation»

Abstimmung – Vote

Für Annahme des Entwurfes 33 Stimmen
Dagegen 5 Stimmen

98.444

Parlamentarische Initiative Epiney Simon. Wiederverkauf von Immobilien zwischen Personen im Ausland Initiative parlementaire Epiney Simon. Revente d'immeubles entre personnes à l'étranger

Schlussabstimmung – Vote final

Einreichungsdatum 09.12.98
Date de dépôt 09.12.98
Nationalrat/Conseil national 04.10.99 (Erste Phase – Première étape)
Bericht RK-NR 15.10.01 (BBl 2002 1052)
Rapport CAJ-CN 15.10.01 (FF 2002 1012)
Stellungnahme des Bundesrates 21.11.01 (BBl)
Avis du Conseil fédéral 21.11.01 (FF)
Nationalrat/Conseil national 29.11.01 (Zweite Phase – Deuxième étape)
Ständerat/Conseil des Etats 18.03.02 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Nationalrat/Conseil national 22.03.02 (Schlussabstimmung – Vote final)
Ständerat/Conseil des Etats 22.03.02 (Schlussabstimmung – Vote final)

Bundesgesetz über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland Loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger

Abstimmung – Vote

Für Annahme des Entwurfes 39 Stimmen
(Einstimmigkeit)